

## Fin de siècle : Points de repère et premier cadrage

Thierry Hentsch and Gérard Hervouet

Volume 21, Number 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702740ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702740ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

### ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Hentsch, T. & Hervouet, G. (1990). Fin de siècle : Points de repère et premier cadrage. *Études internationales*, 21(4), 679–692. <https://doi.org/10.7202/702740ar>

# Fin de siècle : Points de repère et premier cadrage

Thierry HENTSCH et Gérard HERVOUET\*

## I - L'idéologie des rapports internationaux : vers une rébellion lente de l'intelligence ?

À deux siècles d'ici, dans son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, Condorcet proposait un sens au grand mouvement que, trois siècles auparavant, «des hommes intrépides, guidés par l'amour de la gloire et la passion des découvertes» avaient mis au monde et qui «présageait les grands progrès de l'espèce humaine.»

Mais, ajoutait-il, ces avantages n'auront expié ce qu'ils ont coûté à l'humanité qu'au moment où l'Europe, renonçant au système oppresseur et mesquin d'un commerce de monopole, se souviendra que les hommes de tous les climats, égaux et frères par le vœu de la nature n'ont point été formés par elle pour nourrir l'orgueil et l'avarice de quelques nations privilégiées ; où, mieux éclairée sur ses véritables intérêts, elle appellera tous les peuples au partage de son indépendance, de sa liberté et de ses lumières.<sup>1</sup>

Ainsi, grâce au travail préalable et à la clairvoyance future de l'Europe, la marche des autres peuples «serait plus prompte et plus sûre que la nôtre, parce qu'ils recevraient de nous ce que nous avons été obligés de découvrir». Dans son esprit cette prometteuse évolution procéderait d'une vue plus éclairée du monde où la raison jouerait un rôle central dans la conduite des affaires humaines.<sup>2</sup> Il y avait là *in nuce* ce qu'on pourrait appeler un projet social de la modernité pour l'humanité entière.

Qu'en est-il aujourd'hui de ce projet, en cette période de bouleversements où la fin de l'antagonisme idéologique Est-Ouest permet peut-être d'envisager les rapports internationaux avec un peu plus de recul que naguère ? Dans un portrait caustique de ce qu'il appelle «l'état actuel des choses», Baudrillard caractérise cet état comme «celui d'après l'orgie» ; l'orgie étant ici «tout le mouvement explosif de la modernité, celui de la libération dans tous les

\* Respectivement professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal et professeur au Département de science politique de l'Université Laval à Québec.

1. CONDORCET, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, Paris, Flammarion, 1988, pp. 192-193.

2. *Ibid.*, pp. 270-271.

*Revue Études internationales*, volume XXI, n° 4, décembre 1990

domaines». <sup>3</sup> Drôle de libération, à vrai dire, qui consiste plutôt en une sorte d'atomisation de la valeur à son «stade fractal» :

La valeur irradie toutes les directions, dans tous les interstices, sans référence à quoi que ce soit, par pure contiguïté. À ce stade fractal, il n'y a plus d'équivalence, ni naturelle, ni générale, il n'y a plus à proprement parler de loi de la valeur, il n'y a plus qu'une sorte d'épidémie de la valeur, de métastase générale de la valeur, de prolifération et de dispersion aléatoire. En toute rigueur, il ne faudrait plus parler de valeur, puisque cette sorte de démultiplication et de réaction de chaîne rend impossible toute évaluation. <sup>4</sup>

Au regard amusé et désabusé que l'intellectuel occidental «post-moderne» jette sur le monde en se demandant, sarcastique, «que faire après l'orgie?», répond la préoccupation tout à fait moderne, celle-là, de l'intellectuel de la «périphérie», pour qui les valeurs de la modernité, telles qu'elles s'expriment par exemple dans la devise de la Révolution française («liberté, égalité, fraternité»), ne sont ni mortes ni désintégréées, mais prisonnières d'une vision étriquée, réductrice, provinciale de l'universalisme qui les a engendrées; alors que cet universalisme est bien davantage qu'un moment de l'histoire (Les Lumières) et qu'il reste encore très loin d'avoir développé tout son potentiel. <sup>5</sup> Serait-ce que l'orgie des nantis assoupirait les sens et brouillerait la vue? Le brouillard philosophique décrit par Baudrillard donne une explication intellectuellement savoureuse à cette noyade: la misère, l'indignité, la faim, la torture semblent se dissoudre sous le regard fractal de la post-modernité. Dans cette équivalence générale, chacun peut continuer de creuser diligemment sa «spécialité» en tournant le dos au monde.

Et pourtant, «maints indices, disait il n'y a pas si longtemps Ernst Jünger en parlant de «l'État universel», nous apprennent que notre vieille terre veut, une fois de plus, comme si souvent déjà, changer de vêtement. Leur juste interprétation est une tâche qui exige plus qu'une description ou qu'un simple pronostic.» <sup>6</sup> Mais, ajoutait-il un peu plus loin :

Notre pensée hautement spécialisée, dressée à saisir les causes et les effets, nous a rendus presque incapables de percevoir ces phénomènes. Quand quelque chose se prépare, nous l'expliquons avant tout par les vicissitudes de l'histoire, le glissement continu des faits. Mais il existe aussi, et non moins puissante, une attraction de faits, qui agit dans la direction opposée; il existe auprès de l'action causale, une action par les fins, et toutes deux se croisent dans l'instant pour en modeler les contours. <sup>7</sup>

3. JEAN BAUDRILLARD, *La transparence du Mal*, Essai sur les phénomènes extrêmes, Paris, Gallimard, 1990, p. 11.

4. *Ibid.*, p. 13.

5. Samir AMIR, *L'eurocentrisme*, Critique d'une idéologie, Paris, Anthropos, 1988, pp. 5-11.

6. ERNST JÜNGER, *L'État universel*, Paris, Gallimard, 1962, coll. «Tel», 1990, p. 34.

7. *Ibid.*, p. 35.

Une action par les fins. Dans son langage parfois sibyllin, Jünger ne dit pas clairement si ces fins sont déjà inscrites dans le devenir de l'humanité ni quel rôle y joue la volonté humaine. Mais il est clair qu'à ses yeux la modernité est loin d'avoir dit son dernier mot. Nous vivons dans un monde où «la navigation aérienne et le partage traditionnel de la terre se contredisent visiblement»<sup>8</sup> et dans lequel «l'État commence à coûter cher, et aux individus, et même aux peuples»<sup>9</sup>. Cet État «monstrueux», qui est aussi «l'État-assurance, l'État-confort et l'État-providence»<sup>10</sup>, est à la fois le maître d'œuvre de la modernité et le porteur d'un projet qui le dépasse : un projet qui lui donne une emprise démesurée et qui néanmoins devient trop grand pour lui, y compris chez les grandes puissances. Quelque chose de plus vaste est en marche :

L'État universel n'est pas seulement un but prescrit par la raison, et que la volonté permettrait d'atteindre de manière systématique. S'il en était ainsi, s'il n'était postulé que par la logique ou la morale, notre avenir serait bien compromis. C'est aussi un événement en marche. L'ombre qu'il projette au-devant de lui fait pâlir les images anciennes, vide les justifications familières, celles surtout de l'État historique et de ses exigences. C'est pourquoi ses guerres deviennent suspectes, ses frontières douteuses. L'événement en marche rompt avec ses normes ; il s'annonce par d'autres images et d'autres principes, et aussi par un droit inconnu.»<sup>11</sup>

Plus près de nous, un jeune philosophe allemand interroge à sa manière la marche du monde et se demande si, dans ce monde, une pensée et une politique «éclairée» restent possibles.<sup>12</sup> Est-ce que la raison des lumières peut encore mener ailleurs que vers un regard désabusé sur elle-même, qui, prenant l'état des choses à témoin, ne pourrait que constater son impuissance ? Cette question n'a de sens aujourd'hui qu'au niveau global de l'humanité ; car si nos sociétés (occidentales) peuvent donner l'impression superficielle que la raison y triomphe et s'il est vrai que, dans les faits, ces sociétés se sont partiellement approchées de certains des espoirs raisonnés des Lumières (par exemple, l'État de droit), il n'en va pas du tout de même du monde considéré dans son entier. À ce niveau planétaire, de toute évidence, c'est la déraison qui l'emporte, à travers l'exercice cynique de la raison des plus forts.

Les diverses réflexions générales qui précèdent traduisent chacune à sa manière une préoccupation centrale de notre époque : la raison peut-elle – même approximativement – gouverner le monde ou le projet que l'*Aufklärung*

8. *Ibid.*, p. 37.

9. *Ibid.*, p. 24.

10. *Ibid.*, pp. 23-24.

11. *Ibid.*, pp. 36-37.

12. Peter SLOTERDIJK, *Critique de la raison cynique*, Paris, Christian Bourgois, 1987 (original allemand, 1983).

a esquissé pour l'humanité est-il irrémédiablement voué à l'échec? Ou encore, l'État universel – qu'on en veuille ou non – se ferait-il malgré nous et sur quelles bases? Bien plus, existe-t-il un champ d'observation intelligible où cette préoccupation puisse être articulée et approfondie? Toynbee affirme que l'intelligence de l'histoire ne peut se déployer pleinement qu'au niveau des civilisations.<sup>13</sup> Les Civilisations au pluriel insiste-t-il, et non pas seulement l'Occidentale érigée en modèle universel et en organisatrice de l'histoire. L'obsolescence des États ou, plus exactement, leur résistance anachronique devant certaines réalités mondiales (porteuses de possibles plus vastes encore), la pérennité des structures étatiques, donc, n'est pas, et de loin, le seul élément de division d'une planète par ailleurs travaillée et transformée par des forces qui s'exercent au niveau global. Les civilisations, les cultures, les peuples ont depuis longtemps tracé des cicatrices plus floues et plus durables que les frontières étatiques sur la carte du monde. À ce jour, malgré la puissance de ses instruments, l'hégémonie occidentale n'a fait qu'égratigner les cultures qu'elle n'est pas parvenue à détruire. Pourtant, de cet Occident hégémonique s'est répandue, bon an mal an, quelque chose comme un universel concret. Cet universel ne doit pas seulement un pouvoir de pénétration à l'extension planétaire du capitalisme et à la concurrence farouche qui s'est développée sous son égide, il doit aussi sa capacité à l'attrait, voire à la fascination qu'exercent presque partout le moteur à explosion, l'image télévisuelle, la calculatrice de poche, etc. Bref, sur toute la surface culturellement et politiquement morcelée du globe, agit à travers le marché mondial l'universel concret de la technique et de l'économie moderne. La dynamique de ce qu'on pourrait appeler l'«éconotechnie» n'unit pas le monde, comme d'aucuns le croient, mais, derrière les apparences d'une uniformité visuelle très fragmentaire (Coca-Cola et consorts), elle accentue au contraire ses clivages et lui en ajoute d'autres, du fait que sa «logique planétaire» n'intègre réellement dans son réseau qu'une mince couche de l'humanité. Même au niveau de cette nouvelle classe sociale transnationale, d'ailleurs, le phénomène d'intégration reste superficiel; car l'universel concret de la technique moderne s'est répandu aux quatre coins du monde indépendamment des idéaux et des principes démocratiques – cette autre face, sociale, de la modernité – qui étaient censés l'accompagner. Le développement des forces productives loin de servir toujours et partout le progrès a aussi permis, comme chacun sait, de renforcer les inégalités, d'accroître la misère humaine, de consolider l'injustice; il a donné une puissance exagérée aux États les plus forts, les plus développés, et accentué la capacité de répression de maints régimes arbitraires et dictatoriaux. Le moins qu'on puisse dire, à cet égard, est que les élites dirigeantes des pays riches n'ont pas montré beaucoup d'empressement ou de capacité à favoriser l'avènement de l'État de droit hors de leurs frontières ni à appliquer le principe d'équité et de respect mutuel dans les relations internationales. Jusqu'ici ce principe – comme tant d'autres – a généralement cédé le pas aux intérêts et autres «impératifs» économiques.

13. Arnold TOYNBEE, *A Study of History*, London, Oxford U.P., 1935, vol. 1, p. 15 ss.

Ainsi, du point de vue même de notre système de valeurs occidental, le divorce entre la froide dynamique de l'éconotechnie et les aspirations socio-politiques de la modernité constitue probablement le hiatus central de notre temps. Visible depuis plusieurs décennies, ce hiatus, toutefois, n'a pas encore produit tous ses effets. Il a bien sûr été maintes et maintes fois analysé et, sous diverses formes, dénoncé dans le discours critique de l'impérialisme, du mal-développement, de l'échange inégal; et les bien-pensants n'ont pas manqué d'alerter l'opinion sur le fossé grandissant qui sépare les riches des pauvres comme sur l'imminence des catastrophes qui menacent notre écosystème. Mais ces analyses, ces mises en garde n'ont eu, jusqu'ici, pour ainsi dire, aucun effet sur les rapports internationaux.

Pourtant des changements spectaculaires, inimaginables encore il y a deux ans, viennent de se produire à l'Est et continuent de s'y produire sous nos yeux à un rythme déconcertant. Ces changements ne modifient pas seulement le visage des sociétés où ils se font, ils changent aussi, à long terme, la portée de ce que nous venons d'identifier hypothétiquement comme le hiatus central de notre temps et qui est, au fond, un malaise de la conscience moderne: l'idée que la modernité économico-technique se propage à travers le monde en dehors du projet social qu'elle est censée soutenir à quelque chose de potentiellement insupportable. Exprimée sous cette forme, cette contradiction est jusqu'ici demeurée en sourdine dans les sociétés occidentales. Le malaise diffus que provoquait cette déviation pourtant de plus en plus évidente du projet de la raison se trouvait noyé dans la phraséologie que les deux systèmes (disons sommairement; capitalisme et communisme) se jetaient mutuellement à la tête en se réclamant tous deux de la justice et du progrès économique. Or la fin des régimes bureaucratiques marxistes-léninistes en Europe n'a pas simplement abattu le mur de Berlin et le Rideau de fer: elle a surtout fait disparaître la muraille contre laquelle le libéralisme pouvait projeter le spectre de son contraire et adversaire déclaré. En ce sens, il devient possible de parler non pas de la «fin de l'histoire» (cette fin à laquelle nous convient les nouveaux simplificateurs d'un néo-hégélianisme plat) mais d'une espèce inattendue de vide idéologique: l'autre n'est plus là pour «répondre» négativement à l'image de soi; celle-ci n'a plus d'opposition ferme contre laquelle rebondir. Plus exactement: ce contre quoi elle butte, désormais, n'est plus l'opposition de l'autre mais tout simplement l'état souvent misérable auquel cet autre est réduit et, de façon plus générale, un certain délabrement du paysage mondial. Les tares de plus en plus visibles avec le temps, du système bureaucratique marxiste avaient quelque chose de rassurant: il y avait pire que nous, et ce pire nous permettait de minimiser nos propres difformités. Ce que nous renvoie maintenant le miroir du monde ce n'est plus rien d'autre que ces difformités mêmes amplifiées par la dimension extrême qu'elles prennent dans les régions les plus malmenées de notre planète. Le libéralisme, plus ou moins imprégné suivant les régions de social-démocratie, se trouve seul aujourd'hui à répondre des progrès de l'humanité.

Sans doute essaie-t-on depuis quelque temps de ressusciter un adversaire idéologique, de reconstruire un autre mur contre lequel l'Occident puisse appuyer sa conscience. On en cherche aujourd'hui les matériaux dans l'Islam et dans le nationalisme arabe. Fructueuse récupération : islamisme et arabisme permettent de réveiller d'anciens démons jamais complètement assoupis dans la conscience occidentale depuis le mythe des Croisades.<sup>14</sup> L'altérité arabo-musulmane y jouit d'une solide réputation d'entêtement et de refus qui en fait la meilleure candidate à la succession de l'altérité soviétique. Et cette candidature constitue un élément non négligeable et trop négligé de la crise du Golfe : « l'arme du pétrole », comme on dit parfois, n'est pas tant l'arme dont usent « les Arabes » que celle qu'on tente de mettre avec le plus d'évidence possible entre leurs mains (la montée du prix du brut ne résulte pas d'un embargo décrété par l'Irak mais du boycott imposé contre lui et, plus encore du parti que les grandes compagnies pétrolières ont su très rapidement tirer du climat de crise engendré par l'invasion du Koweït et exacerbé par la réaction musclée des États-Unis). L'ampleur prise par la crise du Golfe, dans le déclenchement de laquelle Washington a joué un rôle ambigu, n'est donc pas étrangère à la quête plus ou moins délibérée d'un nouveau repoussoir idéologique auquel le radicalisme musulman donne une apparence de crédibilité.

Apparence seulement. Deux raisons principales ne permettent pas à l'Islam de remplacer efficacement le spectre du communisme. Derrière ce spectre en effet, se tenait naguère une réalité massive : une production industrielle importante, une vaste panoplie nucléaire, une technologie spatiale avancée et surtout un système économique auto-centré et relativement autarcique par rapport au marché mondial – toutes choses qui font défaut aux pays musulmans. Même chez ceux où l'esprit de résistance à l'Occident est censé inspirer une politique islamiste pure et dure, le gouvernement n'organise pas une économie *sui generis* contre l'ordre du monde et n'offre aucune alternative tangible à cet ordre (la « déconnection » en réalité, n'existe nulle part, et aucun pays ne tente même aujourd'hui de s'engager sur cette voie ni au Sud ni à l'Est). De plus, la protestation des peuples déshérités, même lorsqu'elle s'exprime à travers une idéologie aussi puissante que l'Islam, procède principalement d'une frustration qui a sa source au cœur du système capitaliste lui-même : frustration de ne pas être admis pleinement dans ce système, de se voir refuser les chances d'y conquérir une place égale, de se sentir condamné à n'y occuper qu'une position subordonnée et désavantageuse. Il devient de plus en plus évident, en effet, que la situation désastreuse des pays du Sud fait partie de l'ordre du monde et que ce désastre permanent ne peut plus être imputé aux forces qui combattent le libéralisme, du moment que le gros de ces forces a mis bas les armes.

14. C'est en effet le mythe, c'est-à-dire la dimension mythologique prise par les Croisades plus que les Croisades elles-mêmes qui a surtout nourri l'imaginaire occidental.

Jusqu'à récemment, donc, les dysfonctions du système économique mondial pouvaient être directement ou indirectement attribuées à la lutte que se livraient les deux systèmes. Directement, tant que les bureaucraties s'inspirant du marxisme-léninisme opposaient une fin de non-recevoir apparente et réelle au capitalisme. Indirectement, en ce que l'opposition Est-Ouest alimentait les tensions internationales et faisait du tiers monde un champ de bataille entre deux conceptions du monde mutuellement exclusives. L'Occident riche croyait devoir sanctionner une adhésion même partielle au système rival. Cette rivalité-là ayant désormais perdu sa substance, la hantise du communisme n'offre plus l'ombre d'une justification. N'ayant plus d'ennemi, le capitalisme n'a plus d'excuse. Du même coup, fera-t-on aussitôt remarquer, il n'a plus besoin de se justifier. Et il est vrai que, dans un premier temps, son apparent triomphe lui permet de laisser tomber toute parure idéologique et d'accroître son efficacité; le capitalisme progresse d'autant plus vite, et d'autant plus inégalement, qu'il n'a plus à faire ni promesses ni compromis. Ce sont les gouvernements, et particulièrement les gouvernements des pays faibles, qui se trouvent en position de demandeurs devant les entreprises transnationales, et non l'inverse, au fur et à mesure que s'accroît la libre circulation des capitaux à l'échelle mondiale.

Ainsi le système capitaliste mondial qui a commencé au xvi<sup>ème</sup> siècle dans le sillage des navigateurs européens et auquel la grande industrie a donné une nouvelle vigueur dès l'aube du siècle dernier, ce système atteint aujourd'hui une double apogée. Apogée économique: sa dynamique est plus forte que jamais auparavant; apogée idéologique: le principe de l'initiative privée, même tempéré par l'intervention de l'État, l'emporte à peu près partout dans le monde. Mais cette victoire est lourde de conséquences. Bien qu'il soit évidemment très difficile d'en supputer les modalités nous pouvons néanmoins tenter d'en percevoir quelques éléments généraux.

En effet, le triomphe de l'économie libérale à l'échelle mondiale engendre des problèmes écologiques et sociaux qui n'épargnent aucun pays, y compris les plus riches et les plus développés comme en témoignent, entre autres, la croissance des déséquilibres économiques et les mouvements migratoires, l'extension de la pauvreté dans les pays industrialisés, la dégradation générale et constante de l'œkoumène. La montée de ces phénomènes si contraires aux espérances de la raison finira probablement par faire d'autant plus réfléchir que la prédominance d'une conception économiste, marchande du monde et des rapports humains – quand elle ne provoque pas un reflux vers les valeurs dites traditionnelles – laisse le champ libre à des aspirations nouvelles que ni l'accumulation des objets ni l'indigence matérielle ne peuvent effacer. S'il est vrai, comme le dit Baudrillard, que l'orgie de la consommation fait éclater toutes les références (du moins chez les nantis que nous sommes), cette orgie n'abolit par pour autant tous les désirs. La lassitude qu'elle engendre à la longue exacerberait plutôt le désir d'être. Plus encore: le désir d'être intelligemment, dans un monde menacé par un mode de vivre dont nous n'ignorons pas les aspects démentiels. Car nous savons bien, à l'Ouest, que notre façon de produire et de consommer, notre



pillage et notre gaspillage ne peuvent être pratiqués par l'ensemble des peuples de la terre sans mettre en danger l'équilibre de cette dernière et l'existence même de l'humanité. La fin des idéologies et l'éclatement des valeurs nous placent avec un sentiment d'urgence accru devant des tâches concrètes que nous ne pouvons éluder sans compromettre irrémédiablement notre rapport au monde – ce rapport fût-il ludique. Même si la mythologie du progrès en a pris un sérieux coup depuis les camps de concentration et Hiroshima, nous ne pouvons abandonner nos sociétés aux pertes et profits du marché mondial sans abdiquer assez radicalement notre volonté de vivre. En fin de compte, en s'imposant partout, la conception économiste des choses achève de dévoiler son vide et son inanité. Et cette patente absence de finalité à l'horizon du devenir humain est intolérable devant la misère et la souffrance du monde, devant la lutte que la majorité des habitants de cette terre doit quotidiennement mener pour tout juste survivre physiquement : il faudra bien que l'économie libérale triomphante tienne un jour quelques-unes de ses nombreuses promesses, en dépit des difficultés qu'elle ne manque pas d'invoquer.

En réalité ce qu'on appelle les « contraintes du marché » pour justifier tout et son contraire procède d'une utopie au sens propre du terme. Ces contraintes existent, bien évidemment, mais elles sont toujours relatives à une situation ; et, par principe, toute situation est sujette à changement, modifiable. Au reste, l'économisme, le primat de l'économie, n'a aucune consistance ; il est tout simplement invivable. Quant à la liberté économique, cette liberté d'entreprendre n'est possible que par et pour l'humain ; elle ne peut continuer à se déployer que dans la mesure où elle n'interdit pas absolument de rêver. Et c'est là que le discours libéral avec ses accents humanistes et émancipateurs, doit être pris à la lettre. S'il est vrai que le système peut se satisfaire de la paix comme de la guerre, s'il est vrai qu'il n'a pas besoin d'affamer pour nourrir, d'asservir pour produire, s'il peut se passer du gaspillage, de la dégradation des eaux et des sols, s'il peut poursuivre sa lancée en empruntant une trajectoire différente, il est possible aux êtres humains d'exiger de lui et d'eux-mêmes qu'ils prennent cette autre voie. Et s'il ne le peut pas, si la misère, les conflits armés, les inégalités criantes sont inhérents à sa progression, ce système finira par s'enliser dans l'incohérence et dans la violence qu'il aura nourries jusqu'au bout.

Sans pouvoir prévoir, à partir de là, le cours que prendront les rapports internationaux, on peut imaginer, espérer que leur toute récente « désidéologisation » favorisera l'émergence de préoccupations nouvelles et insufflera un regain de vigueur à celles qui se font jour depuis deux ou trois décennies. La pression grandissante de ces préoccupations devraient finir par se faire sentir et par amener les États à modifier leurs politiques, tant intérieure qu'internationale. Dans cette perspective, la crise du Golfe, pour ne prendre que cet exemple, pourrait bien avoir, à moyen terme, des conséquences assez différentes de celles qu'ont pu prévoir ceux qui l'ont déclenchée et envenimée. L'enjeu de cette crise, après tout, n'est peut-être pas le pétrole, mais bel et bien, au-delà des intérêts immédiats qui sont liés à l'or noir, les

principes mêmes que les puissances occidentales invoquent à grand cri pour protéger leurs intérêts. Voilà l'essentiel. En prenant les principes au pied de la lettre et en proposant de les faire respecter partout au Proche-Orient, l'Irak ne s'est pas simplement servi d'un faux-fuyant, il a donné à la crise un nouveau visage, de nouveaux enjeux, qui, à la longue, peuvent se retourner non seulement contre la politique biaisée des États-Unis dans la région mais aussi contre le régime même de Saddam Hussein.

La recherche et l'analyse, dans le champ des relations internationales, au cours des années à venir, pourraient se donner pour tâche, entre autres, de flairer et de dépister dans les événements ces « ruses de la raison » à travers lesquelles la politique des États risque d'être prise au piège de leur propre rhétorique et d'obéir, si peu que ce soit et malgré elle, aux désirs et aux aspirations des locataires insatisfaits de la planète.

Cette nécessaire recherche est semée d'obstacles. En cherchant dans la réalité les signes de sa propre présence, l'intelligence ne doit pas oublier tout ce qui risque encore de l'entraver. L'analyse des dangers et des entraves demande autant d'application que celle des ruses de la raison, dont la prédominance n'est rien moins qu'assurée. L'intelligence ne peut gagner du terrain que dans la connaissance des difficultés qui limitent sa progression.

## II - L'appréhension du futur : obstacles et résistances

Comme toujours, devant l'imminence des conflits, les échos antagonistes de la cacophonie des principes défendus se répercutent à l'infini. À l'approche du combat les États doivent une dernière fois porter les masques d'une rhétorique qui dissimulent à l'adversaire toutes indications de leurs propres incertitudes. Incertitude tel est bien le mot-clé de la crise actuelle du Golfe mais, cependant, au-delà de la conjoncture et de l'impact des mouvements plus spécifiques à venir, la logique de l'intervention pour l'Occident s'inscrit dans la conviction qu'il s'agit d'un test capital pour le nouveau système international issu de ce que fut la guerre froide. Le test est d'autant plus important qu'il intervient dans la région depuis longtemps la plus instable, celle figurant toujours le plus haut dans le palmarès du pessimisme convergent de tous les analystes.

Quelle qu'en soit l'issue, l'appréhension d'une rupture importante dans l'ordre régional mais aussi dans l'ordre mondial, est désormais le sentiment partagé par tous les observateurs attentifs. Une fois encore l'Occident toujours pressé veut savoir comment se répartiront désormais les cartes du pouvoir dans le jeu global. Pour être là au moment de la nouvelle donne, l'on est prêt à maintenir longtemps une solidarité de coalition où cohabitent pourtant de bien étranges desseins.

La fin de la guerre froide a provoqué un climat d'insécurité qui se généralise dans tous les camps. L'incertitude entraîne inéluctablement un

désarroi engendré par la complexité des nouveaux rapports de forces qui demeurent encore particulièrement flous. Pour précipiter la formation de ces contours à peine discernables, la crise peut devenir le moyen le plus adéquat. Le Moyen-Orient est un bon révélateur, trop bon peut-être, trop puissant certainement pour faire apparaître ce qu'il eut été souhaitable de voir graduellement s'esquisser.

Paradoxalement, les dividendes de la fin de la guerre froide semblent déjà fondre devant les nouvelles contraintes. Opérer le sauvetage de l'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est apparaît une nécessité, une priorité dont on espère en bout de ligne une rentabilité à la fois politique et économique. La création de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement est déjà voulue comme l'instrument qui favorisera la transition de l'économie centralisée à l'économie de marché. «Elle pourra jouer – écrit Jacques Attali – dans la «maison commune», le rôle que la CECA joua naguère dans les débuts de l'édification de la communauté européenne».<sup>15</sup>

Ce qui apparaît plus risqué est la récupération du «Sud». Les risques ne sont plus essentiellement financiers ; ils se perçoivent surtout en termes d'insécurité et de menaces nouvelles. Combien de temps pourront-«ils» supporter la différence ? Jusqu'où tolérer la constatation de l'écart invraisemblable entre l'arrogance du confort et le désespoir de la précarité ? Le recours aux armes n'est désormais plus une probabilité, il sera invoqué comme une nécessité.

Comme le soulignait Jean Chesneaux : «L'Occident devra-t-il s'enfermer dans un bunker et protéger sa situation privilégiée coûte que coûte, y compris les armes à la main ? C'est ce qu'avait envisagé dès 1974 le général Maxwell Taylor, dernier commandant en chef américain au Vietnam : «En tant que puissance occupant une position dirigeante dans le camp des riches possédants (have), il se peut que nous ayons à combattre pour protéger nos biens contre la jalousie de ceux qui n'ont rien (have not)».<sup>16</sup>

Certes pour l'heure le sentiment d'urgence est atténué par la conviction que l'Occident dispose encore de temps, du temps qu'il faudra à ce «Sud» pour régler par le recours à la violence ses multiples conflits régionaux que la guerre froide avait en partie maintenu comprimés dans la poussière de leurs histoires respectives. Quant aux différends exploités par la rivalité Est-Ouest, certains d'entre eux, malgré parfois une pause imputable à la conjoncture présente, apparaissent encore plus dangereux qu'autrefois. La disparition des superpuissances de tutelle ou le maintien de leur rôle moins appuyé, laisse désormais en face à face des protagonistes pressés d'en découdre. Le conflit entre l'Inde et le Pakistan appartient à ce type.

Pendant longtemps encore s'affronteront en périphérie de l'Occident les forces contradictoires du féodalisme et de la modernité. Dans de multiples

15. Jacques ATTALI, *Lignes d'horizon*, Fayard, Paris, 1990, p. 116.

16. Jean CHESNEAUX, *Modernité – Monde*, La découverte, Paris, 1989, p. 222.

États – rarement nations – la structure étatique n'est que l'expression d'un appareil politico-administratif porteur de contraintes et de violence. Détenus par les dirigeants d'un centre de pouvoir, les attributs et symboles de la souveraineté veulent imposer en périphérie régionale les schémas importés de la modernité. L'idéologie de l'autodétermination demeure ainsi attrayante comme instrument de refus face à ce pouvoir central, souvent lointain et occupé par d'autres ethnies, d'autres groupes, d'autres «nations». Pour être plus efficaces les groupes dissidents n'hésitent pas à quémander l'aide des voisins. Au Mozambique par exemple le Renamo ne répugne pas à rechercher l'aide de l'Afrique du Sud, l'Éthiopie soutient le Sudan People's Liberation Army, les Indiens appuient le mouvement séparatiste Sind au Pakistan et ce dernier, en représailles, se montre bienveillant à l'endroit des extrémistes Sikhs en Inde. La multiplication des ambitions et des micro-impérialismes introduit une banalisation du conflit; la guerre retrouve sa définition clausewitzienne: y recourir appartient à l'ordre des choses, à celle de la gouverne politique.

Comment dès lors se surprendre que les plus démunis disposent maintenant d'appareils militaires considérables, comment s'étonner que l'Éthiopie pays le plus pauvre d'Afrique entretienne une armée de 300 000 hommes? Le mouvement semble irréversible. La militarisation des pays du tiers-monde atteint des proportions jamais jusqu'à maintenant envisagées réellement. Importateurs bien sûr des armes vendues par les grandes puissances, les pays en voie de développement deviennent aussi acheteurs des matériels militaires déclassés par les multiples accords de désarmement conclus entre les États-Unis et l'Union soviétique mais, surtout, cherchent – et c'est bien dans la logique du «développement» – à devenir eux-mêmes producteurs.

L'extension de la prolifération des armes conventionnelles est considérable et l'acquisition d'armes chimiques confère les vertus d'une dissuasion à «bon marché», cependant, modernité oblige, l'acquisition d'armements nucléaires demeure l'objectif le plus convoité. Pour le groupe des nantis les menaces deviennent ainsi plus intolérables, elles s'aggravent par l'observation technique d'une nouvelle prolifération: celle des missiles dont la portée s'allonge et qu'il sera un jour possible d'embarquer... et pourquoi pas à bord de sous-marins brésiliens ou pakistanais.

Dans les perceptions d'insécurité, la menace est toujours doublée d'une conviction de vulnérabilité. Une vulnérabilité appréhendée par le «Nord» où se combinent la froideur des taux de croissance démographique et les grandes peurs puisées au tréfonds d'une antique mémoire collective dans laquelle se brouillent les mythes du péril jaune et les chevauchées des hordes d'Attila montant à l'assaut de l'empire romain déjà moribond. Dans le même ordre d'idée, l'apparition de vagues migratoires aux couleurs de plus en plus inconnues choquent et perturbent le spectateur médiatisé et incrédule. Le débarquement, au sens littéral du terme, de réfugiés Tamoul au Canada provoqua par exemple une émotion et une perplexité plus accentuées encore par l'ignorance profonde dans la population de la nature de leurs revendications, voire même de l'existence du Sri Lanka.

Toutefois plus proche du citoyen occidental, et de sa quotidienneté, demeure la hantise d'un terrorisme caractérisé par son prolongement à l'extérieur des zones de haine meurtrières et implacables.

Parallèlement à la montée des engouements démocratiques, ou parfois pour les contrer, surgissent des formes nouvelles d'autoritarisme. L'intolérance se drape alors par exemple du drapeau national ou se justifie par le recours au sacré. À coup sûr, le monde développé se réjouit et se désole tout à la fois de ces mouvements apparemment contradictoires que l'on observe depuis Téhéran jusqu'à Beijing ou du Maroc jusqu'au Panama. Ce qu'il appréhende en revanche c'est que poussées par le droit à la liberté ou tout simplement par le droit à la survie ces masses ne viennent frapper à ses portes. L'exemple des «*boat people*» indochinois est demeuré présent dans les esprits, il continue à émouvoir mais les États industrialisés et les États voisins en ont tiré de fortes leçons. En Afrique, comme en Asie, les collisions de réfugiés vont continuer à demeurer un des problèmes les plus difficiles à résoudre. L'érection de clôtures, comme à la frontière entre l'Inde et le Bangladesh, ou le creusement de fossés, entre la Thaïlande et le Cambodge, matérialisent en fait l'impuissance. Les camps de réfugiés hypothèquent le développement des voisins tout en justifiant davantage le recours à la violence.

Famines, réfugiés, sida, drogue, s'entrechoquent en séries un peu sur-réalistes pour reconstituer ce que sera peut-être la grande peur de l'an 2000, celle qui viendra du Sud. Dans la litanie des grands maux s'est ajouté le risque environnemental. Perturbantes au Nord, dans des faits bien établis, consignées et documentées en gros rapports, les menaces environnementales sont réelles. Accepté au sein des disciplines académiques, qu'elles soient «*pures*» ou «*humaines*», l'environnement ne cesse chaque jour de faire des conversions averties et d'autres parfois plus béates.

La prise de conscience du fait environnemental n'est pas nouvelle en relations internationales. Traditionnellement le conflit écologique classique est celui qui définit comme enjeu la terre, l'eau, le pétrole, l'or... Plus nouvelle est la définition environnementale des mêmes enjeux traditionnels que l'on ne cherche plus à s'appropriier mais à préserver, conserver, maîtriser ou mettre encore en réserve pour les générations à venir. Dans cette perspective le monde industrialisé qui a pollué sans vergogne s'inquiète de sa pérennité. Dans les multiples conférences et colloques, les thèmes écologistes aboutissent inéluctablement au *mea culpa* mais aussi aux exhortations à l'endroit des autres à ne pas suivre l'exemple. Or «*les autres*», on le sait, devront nécessairement polluer. Peut-on imaginer un décollage industriel de la Chine sans consommation massive d'énergie ? Peut-on convaincre les Brésiliens de ne pas sacrifier leur forêt amazonienne pour le bienfait de nos propres poumons ?

Dans des structures de mal-développement ou de sous-développement, les exemples de Tchernobyl, ou celui du désastre de Bhopal en Inde qui fit 3 000 morts et 260 000 blessés, illustrent l'ampleur des catastrophes consé-

cutives à une maîtrise approximative de technologies mal intégrées. Désormais la responsabilité des nantis est plus claire encore puisque c'est dans la contrainte de leur propre sécurité qu'ils auront à financer au Sud les moyens d'assurer la survie des deux hémisphères.

Mais pour faire face à ces formidables urgences, le monde industrialisé, qui incorpore bien sûr le Japon mais aussi les multiples petits «dragons», souhaite paradoxalement un peu plus de temps. Dans les agendas du monde développé figurent d'abord l'organisation des rapports que devraient avoir entre eux les États industrialisés. Au travers des multiples négociations économiques et commerciales, amplifiées dernièrement par l'échec des pourparlers dans le cadre du GATT à Bruxelles en décembre 1990, c'est bien tout l'aménagement du système international qui est en jeu. Un système dans lequel les «dangers d'une mondialisation apatride du capitalisme et d'un retour à un capitalisme micronational laisse prévoir... la restructuration de l'économie mondiale autour de trois grands blocs économiques qui se livreront un combat économique et non plus militaire.»<sup>17</sup> Les trois blocs sont l'Europe, l'Amérique du Nord et l'ensemble asiatique où figurent le Japon, la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est.

Dans le cas de l'Asie le terme «espace» convient mieux puisqu'il évoque un ensemble moins cohérent que celui de l'Europe. Certes, organisé autour du Japon, on ne peut toutefois entrevoir un espace asiatique structuré ou industrialisé par ce dernier. La hantise de l'impérialisme nippon demeure un sentiment vivace et l'on ne peut être surpris de constater la propension des acteurs régionaux à vouloir diluer un peu cette puissance dans un vaste Bassin du Pacifique.<sup>18</sup>

Cette «communauté» nouvelle reste à définir. Pour ses détracteurs, elle n'est qu'illusion; pour ses partisans prompts à noter par exemple que l'augmentation en pourcentage du commerce intra-Pacifique a été de deux fois supérieur en 1988 au commerce intra-Europe occidentale, le Bassin du Pacifique représente plus que le contrepoids à l'Europe communautaire, puisqu'il devient le véritable centre des échanges économiques du monde. Par de multiples cascades de statistiques économiques, il est aisé de se convaincre, et de convaincre, que l'espace asiatique devient ce «centre» du monde. Il convient cependant de tempérer un enthousiasme trop confiant par la constatation que les rapports entre les États et les sociétés de la région demeurent encore non seulement distendus par l'espace mais aussi par des tensions séculaires.

17. K. VALASKAKIS, «Qui a gagné la guerre froide? Du capitalisme des cowboys au capitalisme d'équipe.» in *La fin de la Guerre froide*, (sous la direction de C. P. David), CQRI et FEDN, Québec, Paris, 1990, p. 50.

18. On lira avec profit l'excellent livre de Gerald SEGAL, *Rethinking the Pacific*, Clarendon Press, Oxford, 1990.

Entre un bloc européen plus centré sur une Allemagne reconstituée et un espace du Bassin du Pacifique plus dissolu mais en gravitation autour du Japon, demeure une Amérique du Nord plus incertaine qui cherche à jeter des amarres de part et d'autres de ses deux océans. Aux thèses convaincantes, mais non définitives, du «déclin américain» répondent les propos plus optimistes de ceux qui entrevoient une imbrication difficile mais probable, des intérêts de l'Amérique du Nord au dynamisme économique du Bassin du Pacifique et à celui d'une grande Europe en formation.